

Réguler les banquiers – réformer le capitalisme – une impossibilité

Robert BIBEAU

7 avril
2015



« Après le 15 septembre 2008, date de la faillite de la banque Léman Brothers – marquant le début de la reprise de la crise systémique – de nombreux économistes ont souligné la fin du « consensus de Washington ». Mais ils sont totalement passés à côté du problème financier. Je rappelle que c'est l'hypothèse de l'efficacité du marché selon laquelle les actifs financiers sont voués à être valorisés à leur valeur intrinsèque qui a conduit à la suppression des contrôles réglementaires » (1).

Auscultons cette phrase (ci-haut) afin de démontrer de quelle façon les économistes bourgeois parviennent à tout embrouiller, ce qui les amène à dire, à se dédire et à médire. La soi-disant « hypothèse » de l'efficacité des marchés (sic) doublée de la pseudo hypothèse de « la valeur intrinsèque des actifs financiers » (resic) sont deux mensonges communément acceptés dans la communauté d'affaires et dans les milieux bancaires. La tâche de l'économiste bourgeois est de répandre ces fadaïses parmi le public des benêts lambda qu'il nous croit, afin qu'à la fin nous ne comprenions rien et nous baissions les bras évitant de renverser la véritable raison de l'effondrement capitaliste – le mode de production capitaliste lui-même.

« Que l'on soit clair dès le début, la régulation financière est une urgente nécessité et je suis un ardent défenseur de Bâle III, mais force est de constater aujourd'hui son échec bien que cet accord ait résolu le problème le plus urgent en supprimant le risque d'effet domino d'une faillite d'une grande institution en organisant le principe des chambres de compensation » (1).

Il faut être un farceur pour présenter le cataplasme des chambres de compensation – qui ne compenseront rien du moment que la crise ardente renaîtra de ses cendres – comme étant la solution au problème des débiteurs insolvables. Qui l'économiste cherche-t-il à berner ? On ne peut compenser 600 000 milliards de dollars de fausses monnaies circulantes quand la totalité des PIB mondiaux équivaut à 50 000 milliards de dollars. On ne peut compenser des milliers de milliards de « valeurs » sans valeur par d'autres milliers de milliards de « valeurs » sans valeur.

« Cependant, le point qui n'a pas été résolu concerne le fonctionnement de la finance actuelle, je pense, en particulier aux contrats sur produits dérivés et surtout aux Credit Default Swaps (CDS) qui permettent aux banques de ne plus assumer le risque de crédit en privatisant les profits et socialisant les pertes. Le Comité aurait dû mettre en place un processus dissuasif pour les comportements dangereux, car, sur ce point précis, rien n'a changé et, plus grave encore, le danger que représentent les produits dérivés ne cesse de croître » (1)

Les banques n'ont jamais assumé le risque monsieur l'économiste... Cette notion de risque économique est une

mystique capitaliste – un mensonge communément accepté et répandue parmi la communauté des économistes et des analystes bourgeois. Cependant, l'économiste mystique a parfaitement raison de souligner l'orgie de création frauduleuse de monnaies virtuelles-fictives qui se poursuit à grande allure depuis le krach de 2008 comme le montre la figure suivante. Soit 57 000 milliards de dollars de 2007 à 2014, qui s'ajoutent à ce qui était déjà.

Enfin, l'économiste en herbe – dont la mission est de s'étonner de la « naïveté » feinte des banquiers, des fonctionnaires affrétés et des affidés des médias – accrédiite la fable que cette fumisterie financière procède d'un malentendu qu'il est possible de corriger avec un peu de bonne volonté. L'économiste classique, parfaitement conscient du drame qui se trame, écrit :

« Comme l'illustre le graphique ci-dessous, et contrairement aux idées reçues, les volumes de ces contrats ont été très peu impactés par la crise et repartent même à la hausse depuis 2012 [puis il ajoute] d'après la BRI, la valeur notionnelle des contrats de produits dérivés sur les marchés financiers internationaux est passée de 10 000 milliards de dollars en 1986 à 693 000 milliards de dollars fin juin 2013, plus de neuf fois le PIB de la planète ! Plus inquiétants encore, ces contrats sont concentrés au sein de 16 organismes financiers, et quatre banques aux É.-U. totalisent 219 798 milliards de \$ de contrats sur produits dérivés sur un total de 237 000 milliards de \$. La Banque des règlements internationaux reconnaît que 7% à 8% de ces montants seulement sont utiles à l'économie réelle en permettant au marché de s'assurer contre des fluctuations de prix, le reste étant de la pure spéculation financière ! » (1)

Peut-on être plus clair ? Que pourra faire une quelconque « chambre de compensation » le jour où l'une de ces quatre banques frauduleuses (puisqu'elles vendent du vent aux compagnies d'assurance et aux fonds de gestion des régimes de pension) fera défaut d'honorer ses créanciers pour ces « produits dérivés » envolés en fumée ? Comprenez que chacune de ces banques et de ces organismes financiers est imbriqués les uns dans les autres de manière totalement inextricable. Si en 2008 la faillite de Léman Brothers n'a pas fait s'effondrer ce château de cartes, c'est que les montants encourus étaient modestes (quelques dizaines de milliards de dollars).

À la lumière de ces chiffres, il est probant que le système économique capitaliste n'est pas confronté à un quelconque dysfonctionnement sporadique et fluctuant sur lequel un comité mondial d'experts ou un organisme de régulation transnational pourrait intervenir pour le masquer et le réguler. Quand les « actifs financiers » censés concrétiser des actifs productifs réels font dix fois la taille des biens mobiliers et immobiliers qu'ils sont censés représenter et que seuls 7% à 8% de ces montants fictifs sont réellement adossés à des valeurs tangibles et monnayables, il n'y a plus rien à dire et plus rien à faire que de laisser braire et d'attendre l'effondrement.

Cette pyramide de Ponzi spéculative impérialiste mondiale est totalement hors de contrôle et ne peut pas être amendée-correctée-réformée. Si demain les directeurs d'organismes internationaux – à supposer qu'ils en obtiendraient l'autorisation de leurs patrons – et les banquiers compromis et faillis mettaient fin à la mascarade boursière délirante et rétablissait les contrôles, et s'ils interdisaient définitivement ces arnaques sur produits boursiers sulfureux, c'est l'économie impérialiste de la planète qui s'effondrerait aussitôt. Les banquiers et leurs affidés sont condamnés à laisser-faire et leur seule préoccupation est de savoir comment distraire les ouvriers avec des matchs de football et de hockey ; et de se chamailler avec une crise en République Centre-Afrique, au Mali et en Libye ; un État islamique (Daesh) à pestiférer ; des populations à massacrer au Proche-Orient ; un coup d'État en Égypte ; Boko Haram les sanguinaires au Nigéria ; la guerre civile en Ukraine avant l'effondrement du gouvernement mafieux, afin d'encercler la Russie, l'autre clan impérialiste en difficulté.

Pouvez-vous imaginer voir disparaître 600 000 milliards de dollars « d'actifs boursiers » (sic) en quelques heures ? Savez-vous qu'une bonne partie de cette fumisterie boursière est réalisée à partir de l'argent des primes d'assurance et des régimes de retraite et des hypothèques payés par les travailleurs (les 7% à 8% de valeurs tangibles que nous signalions parmi cette pacotille spéculative) ?

L'économiste peut bien déchirer sa chemise et implorer le bon sens et la mansuétude des banques ! Elles sont prisonnières de cette souricière que le système – le mode de production, d'échanges et de communication impérialiste privé – a confectionnée. Les lois de fonctionnement du capitalisme mènent tout droit à cette arnaque et nul ne peut enrayer ou contrevenir à ce mouvement, quand bien même tous les gouvernements de la planète le voudraient.

Revenons à notre économiste contrit qui constate amèrement et nous prouve par des chiffres mirobolants l'inéluctable panade de ce système économique en débandade. Il révèle que :

« Par exemple, JP Morgan totalise environ 70 088 milliards de \$ de produits dérivés avec une exposition totale sur crédit de 303 milliards de \$, soit 183 % de son capital selon le dernier rapport de l'OCC, l'Office of the Comptroller of the Currency, l'organisme gouvernemental de tutelle des banques US [de quelle tutelle parle-t-on ici ? NDLR]. Je signale qu'une partie des CDS est adossée aux crédits immobiliers qui connaissent aujourd'hui encore des taux de défaillance records avec un taux officiel de 8,2 % sur un montant global de 4200 milliards de \$ À la fin du dernier trimestre 2013 aux É.-U., 1352 procédures de saisies immobilières étaient mises en place chaque jour. La crise est donc loin d'être terminée et le chômage continuera d'augmenter » (1).

Ces 1352 saisies quotidiennes, ce sont la plupart du temps 1352 familles américaines qui se retrouvent à la rue sans logement ? Chaque jour ce drame se renouvelle aux États-Unis, en Espagne, au Portugal, en Grèce, au Brésil et dans nombre d'autres pays à travers le monde. Vous comprendrez que les pleurnichages des « indignés », des libertaires, des altermondialistes, des écosocialistes, des bureaucrates syndicaux, des sociaux-démocrates électoralistes ne sont d'aucun secours pour ces miséreux. Croyez-vous sincèrement que ce système économique-politique peut continuer à sévir et à détruire nos familles et s'en tirer comme si de rien n'était ? Si vous le croyez, vous vous trompez, soyez-en assuré.

(1) <http://www.agoravox.fr/actualites/economie/article/bale-iii-autopsie-d...>

MANIFESTE DU PARTI OUVRIER

<http://www.publibook.com/librairie/livre.php?isbn=9782753900073>

»» <http://www.les7duquebec.com/7-au-front/reguler-les-banquiers-reformer-...>